



Municipalité de
Saint-Roch-de-Richelieu

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ PIERRE-DE SAUREL
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ROCH-DE-RICHELIEU

RÈGLEMENT NUMÉRO 391-2017 CONCERNANT LA GARDE DES POULES EN MILIEU URBAIN

Résolution numéro 2017-08-299

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a régulièrement été donné à une séance antérieure de ce conseil tenue le 6 juin 2017, qu'un projet de règlement a été présenté lors de la séance du 11 juillet 2017 et que copie du projet a été remis aux membres du conseil au moins deux jours avant son adoption, que ceux-ci déclarent l'avoir lu et renoncer à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. Yannick Joyal, appuyé par Mme Patricia Larose et résolu:

Que le conseil municipal DÉCRÈTE ce qui suit :

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

1. DOMAINE D'APPLICATION

Le présent règlement vise à régir la garde de poules en milieu urbain et s'applique à un usage principal résidentiel comprenant un seul logement ou communautaire.

2. RÈGLES DE PRÉSÉANCE DES DISPOSITIONS

Dans le présent règlement, à moins d'indication contraire, les règles de préséance suivantes s'appliquent :

- 1° En cas d'incompatibilité entre le texte et un titre, le texte prévaut;
- 2° En cas d'incompatibilité entre le texte et toute autre forme d'expression, le texte prévaut;
- 3° En cas d'incompatibilité entre une donnée d'un tableau et un graphique, la donnée du tableau prévaut.

3. RÈGLES DE PRÉSÉANCE DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

En cas d'incompatibilité entre deux dispositions du présent règlement ou entre une disposition du présent règlement et une disposition contenue dans un autre règlement, la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale.

En cas d'incompatibilité entre des dispositions restrictives ou prohibitives contenues dans le présent règlement ou en cas d'incompatibilité entre une disposition restrictive ou prohibitive contenue au présent règlement et une disposition contenue dans tout autre règlement, la disposition la plus restrictive ou prohibitive s'applique, à moins d'indication contraire.

4. TABLEAUX, GRAPHIQUES ET SYMBOLES

Un tableau, un graphique, un symbole ou toute forme d'expression autre que le texte proprement dit, qui y est contenu ou auquel il fait référence, fait partie intégrante du présent règlement.

De ce fait, toute modification ou addition auxdits tableaux, graphiques, symboles ou toute forme d'expression autre que le texte proprement dit doit être effectuée selon la même procédure à suivre que pour une modification au règlement.

5. RENVOIS

Tous les renvois à un autre règlement contenus dans le présent règlement sont ouverts, c'est-à-dire qu'ils s'étendent à toute modification que pourrait subir un autre règlement faisant l'objet du renvoi postérieurement à l'entrée en vigueur du présent règlement.

6. TERMINOLOGIE

À moins de déclaration contraire, expresse ou résultante du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont, dans le présent chapitre, le sens et l'application que leur attribue le présent article :

« Autorité compétente » : le service d'urbanisme ainsi que les employés de ce service, les préposés à la réglementation municipale, tout agent de la paix et toute autre personne autorisée par le conseil municipal à faire appliquer en partie ou en totalité le présent règlement;

« Bâtiment » : construction composée d'un toit supporté par des colonnes et des murs, quel que soit son usage, servant à abriter ou à loger une personne, un animal ou une chose;

« Bâtiment principal » : bâtiment dans lequel s'exerce un ou des usages principaux;

« Cour arrière » : espace de terrain compris entre une ligne arrière et le mur arrière du bâtiment principal et s'étendant sur toute la largeur du terrain et passant par tout point du mur du bâtiment principal le plus rapproché de la ligne arrière du terrain;

« Construction » : bâtiment, ouvrage ou autre ensemble ordonné résultant de l'assemblage de matériaux. Désigne aussi tout ce qui est érigé, édifié, assemblé ou construit et dont l'utilisation exige un emplacement sur le sol ou qui est joint à quelque chose exigeant un emplacement sur le sol;

« Enclos extérieur » : enceinte fermée avec toit dans laquelle une ou plusieurs poules peuvent être mises en liberté conçue de façon à ce qu'une poule ne puisse en sortir;

« Gardien » : une personne qui a, soit la propriété, la possession, la responsabilité, la charge des soins ou la garde d'une poule. La personne qui donne refuge, élève, nourrit ou entretient une poule est présumée en avoir la garde;

« Habitation » : bâtiment ou partie de bâtiment destiné à abriter une personne ou plusieurs personnes et à lui ou leur servir de lieu de résidence, comprenant un ou plusieurs logements;

« Immeuble » : fonds de terre ainsi que construction ou ouvrage à caractère permanent qui s'y trouve et tout ce qui en fait partie intégrante dans la mesure où cette construction, cet ouvrage ou ce qui fait partie intégrante du fonds de terre, de la construction ou de l'ouvrage n'étant pas un meuble au sens du Code civil du Québec (LQ, 1991, c. 64);

« Ligne arrière » : ligne localisée à l'opposé du lot par rapport à la ligne avant;

« Ligne avant » : ligne de terrain séparant un terrain de l'emprise d'une rue et coïncidant avec la ligne de rue située du côté de la façade principale du bâtiment principal;

« Ligne de terrain » : ligne de démarcation rectiligne ou non rectiligne entre deux terrains contigus ou entre un terrain et l'emprise d'une rue;

« Logement » : espace habitable, composé d'une ou plusieurs pièces, occupé par un seul ménage, accessible directement de l'extérieur ou par un vestibule ou corridor commun à plusieurs logements, comprenant des installations sanitaires complètes (toilette, lavabo et baignoire ou douche) ainsi que les installations et espaces nécessaires pour qu'une personne puisse y préparer un repas, y manger et y dormir;

«Municipalité» : désigne la Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu;

« Ordonnance médicale » : une ordonnance est une prescription donnée à un professionnel par un médecin, par un dentiste ou par un autre professionnel habilité par la loi, ayant notamment pour objet les médicaments, les traitements, les examens ou les soins à dispenser à une personne ou à un groupe de personnes, les circonstances dans lesquelles ils peuvent l'être, de même que les contre-indications possibles .

« Poulailier » : bâtiment fermé où l'on élève des poules;

« Poule » : oiseau de basse-cour de la famille des gallinacés, femelle adulte du coq, aux ailes courtes et à petite crête;

« Service d'urbanisme » : le Service d'urbanisme de la Municipalité et les employés de ce service;

« Terrain » : espace de terre d'un seul tenant, appartenant à un seul propriétaire ou détenu en copropriété indivise, formé d'un ou plusieurs lots ou parties de lots;

« Usage principal » : fin première pour laquelle un bâtiment, une construction, un terrain ou une partie de ceux-ci est utilisé ou destiné à être utilisé.

7. DURÉE D'APPLICATION

La garde de poules est permise à longueur d'année.

8. APPLICATION DU RÈGLEMENT

L'autorité compétente est responsable de l'application, de la surveillance et du contrôle du présent règlement.

9. POUVOIRS ET DEVOIRS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

Sans restreindre les pouvoirs et devoirs dévolus à l'autorité compétente par la réglementation municipale ou par la loi régissant la Municipalité, l'autorité compétente, dans l'exercice de ses fonctions :

- 1° S'assure du respect des dispositions du présent règlement;
- 2° Est autorisée à visiter et examiner, à toute heure raisonnable, tout immeuble ou propriété mobilière ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de tout bâtiment pour constater si le présent règlement y est respecté. Elle est autorisée à se faire accompagner durant sa visite par toute personne employée par la Municipalité ou rémunérée par la Municipalité ou à se faire accompagner d'un huissier, d'un agent de la paix ou de tout expert susceptible de l'aider à évaluer l'état des lieux ou à constater un fait;
- 3° Émet un avis d'infraction lorsqu'elle constate une contravention au présent règlement et

- exige que soit corrigée toute situation qui constitue une infraction au présent règlement;
- 4° Émet tout constat d'infraction relatif à une infraction au présent règlement;
 - 5° Documente toute infraction ou contravention au présent règlement;
 - 6° Recommande au conseil toute mesure nécessaire afin que cesse toute infraction au présent règlement;
 - 7° Exige que cesse toute activité ou situation dangereuse pour la sécurité des personnes;
 - 8° Représente la Municipalité dans toute procédure judiciaire entreprise dans le but de faire respecter le présent règlement.

10. OBLIGATIONS D'UN PROPRIÉTAIRE, OCCUPANT OU REQUÉRANT

Sans restreindre l'obligation de tout propriétaire, occupant ou requérant de respecter toutes les dispositions du présent règlement, le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble ou d'une propriété mobilière doit :

- 1° Permettre à l'autorité compétente, et à toute personne qui l'accompagne, de visiter ou examiner tout immeuble ou propriété mobilière aux fins de l'exercice des fonctions décrites à l'article 9 et, à ces fins, la laisser pénétrer sur le terrain ou dans tout bâtiment implanté sur ledit terrain;
- 2° Lorsqu'il en est requis par l'autorité compétente, prendre toute mesure nécessaire afin de corriger une situation dangereuse pour la sécurité des personnes.

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS RELATIVES AUX POULES, POULAILLERS ET ENCLOS EXTÉRIEURS

SECTION 1 EXIGENCES RELATIVES AUX POULES

11. NOMBRE DE POULES PERMIS

Un maximum de six poules est autorisé par terrain sauf pour des habitations multifamiliales de plus de deux logements. Tout coq est interdit.

Un maximum de douze poules est autorisé par terrain sauf pour des habitations multifamiliales de plus de deux logements sur présentation d'une ordonnance médicale.

12. NUISANCES

Aucune odeur liée à la garde de poules ne doit être perceptible à l'extérieur des limites du terrain où elle s'exerce.

13. VENTE DE PRODUITS ET AFFICHAGE

La vente d'oeufs, de viande, de fumier ou autres produits dérivés de cette activité est prohibée. Aucune enseigne annonçant ou faisant référence à la vente ou la présence d'un élevage domestique n'est autorisée.

14. SALUBRITÉ

Quiconque faisant l'élevage de poules est tenu aux règles sanitaires suivantes :

- 1° Afin d'éviter les risques d'épidémies, toute maladie doit être déclarée à un vétérinaire ou directement au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)
- 2° Il est interdit d'euthanasier une poule sur le terrain où s'exerce l'élevage. L'abattage des poules doit se faire par un abattoir agréé ou un vétérinaire, que la viande des poules soit consommée ou non par le propriétaire;
- 3° Une poule morte doit être retirée de la propriété dans les 24 heures suivant son décès et ne peut être disposée dans les déchets domestiques;
- 4° Lorsque l'élevage de poules cesse, celles-ci doivent être remises à une ferme située en milieu agricole ou abattues conformément au paragraphe 2° du premier alinéa.

SECTION 2 EXIGENCES RELATIVES AUX POULLAIERS ET AUX ENCLOS EXTÉRIEURS

15. GÉNÉRALITÉS

Pour tout élevage de poules, l'aménagement d'un poulailler et d'un enclos extérieur est exigé. Lorsque l'activité d'élevage cesse de façon définitive, le poulailler et l'enclos extérieur doivent être démantelés et les lieux doivent être remis en état.

Les poules doivent être gardées en permanence à l'intérieur du poulailler ou de l'enclos extérieur de manière à ce qu'elles ne puissent en sortir librement. Les poules ne doivent pas être gardées en cage.

16. NOMBRE ET DIMENSIONS

Un seul poulailler et un seul enclos est autorisé par terrain sauf pour des habitations multifamiliales de plus de deux logements, et ce, selon les dimensions suivantes :

- 1° La superficie minimale du poulailler est fixée à 0,37 m² par poule. Le poulailler ne peut excéder une superficie de 10 m²;
- 2° La superficie minimale de l'enclos extérieur est fixée à 0,92 m² par poule. L'enclos extérieur ne peut excéder une superficie de 10 m²;
- 3° La hauteur maximale du poulailler est fixée à 2,5 mètres.

17. MATÉRIAUX AUTORISÉS

Seuls le bois de cèdre et le bois traité ou recouvert de peinture, de vernis, d'huile ou d'un enduit cuit sont autorisés pour la construction d'un poulailler.

18. IMPLANTATION ET PERMIS

Un poulailler et un enclos extérieur sont autorisés seulement en cour arrière et doivent être situés à au moins 2 mètres de toute ligne de terrain et de tout bâtiment principal ou construction accessoire.

Toute personne doit demander un permis pour l'implantation d'un poulailler et d'un enclos extérieur auprès du Service d'urbanisme, conformément aux règlements d'urbanisme et payé les coûts exigés pour ledit permis.

19. ENTRETIEN, HYGIÈNE ET NUISANCES

Les exigences d'entretien et d'hygiène suivantes s'appliquent à un poulailler et un enclos extérieur :

- 1° Le poulailler et l'enclos extérieur doivent être maintenus dans un bon état de propreté. Les excréments doivent être retirés du poulailler régulièrement et doivent être éliminés de façon sécuritaire;
- 2° Les plats de nourriture et d'eau doivent être conservés dans le poulailler ou dans l'enclos extérieur de manière à ne pas attirer d'autres animaux;
- 3° L'aménagement du poulailler et de l'enclos extérieur doit permettre aux poules de trouver de l'ombre en période chaude et une source de chaleur en période plus froide;
- 4° La conception du poulailler doit assurer une bonne ventilation et un espace de vie convenable;
- 5° Les poules doivent être gardées à l'intérieur du poulailler entre 20 h et 7 h.

CHAPITRE 3 LICENCE

20. OBLIGATION DE DÉTENIR UNE LICENCE POUR LA GARDE DE POULES

Toute personne désirant garder des poules sur son terrain doit demander une licence pour la garde de poules, dont le coût est fixé à 35 \$, et ce, auprès du Service d'urbanisme.

21. RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS REQUIS POUR UNE DEMANDE DE LICENCE DE GARDE DE POULES

Une demande de licence pour la garde de poules doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

- 1° Le formulaire officiel de demande de licence de la Municipalité, signé selon le cas, par le propriétaire, l'occupant ou leur représentant autorisé;
- 2° La date de la demande;
- 3° Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone du propriétaire et de l'occupant s'il est différent du propriétaire;
- 4° L'adresse et le numéro cadastral du terrain visé par la demande;
- 5° Une copie du plan officiel de cadastre du terrain indiquant toute servitude existante;
- 6° Un plan d'implantation du poulailler et de son enclos extérieur à une échelle d'au plus 1 : 500.
- 7° Le demandeur doit avoir signé le document intitulé «Engagement régissant la garde de poules en milieu résidentiel» et en respecter les exigences en tout temps pendant la garde des poules.

22. CONDITIONS DE DÉLIVRANCE DE LA LICENCE

Le Service d'urbanisme délivre le permis si les conditions suivantes sont respectées :

- 1° La demande est conforme aux dispositions du règlement de zonage en vigueur, du

- règlement de construction en vigueur et de tout autre règlement d'urbanisme applicable;
- 2° La demande est accompagnée de tous les renseignements et documents exigés;
 - 3° Les tarifs pour l'obtention du permis ont été payés;
 - 4° Le cas échéant, la demande est accompagnée de tout certificat, autorisation ou approbation délivré par le gouvernement et requis en vertu d'une loi ou d'un règlement édicté sous l'empire d'une loi.

23. DÉLAI DE DÉLIVRANCE DU PERMIS ET DE LA LICENCE

À compter du moment où l'ensemble des renseignements et documents techniques exigés sont fournis, conformes et ne comportent pas d'erreurs, le Service d'urbanisme dispose d'un délai de 30 jours pour délivrer ou, le cas échéant, refuser de délivrer un permis.

24. DURÉE DE LA LICENCE

La licence délivrée en vertu de l'article 20 du présent règlement est annuelle et couvre la période du 1^{er} mai de l'année en cours jusqu'au 30 avril de l'année suivante.

La licence est non-remboursable, indivisible et incessible.

Aucune déduction ne sera effectuée en cours d'année sur le coût de la licence si celle-ci est obtenue en cours d'année.

24.1 RÉVOCATION ET EXPIRATION DE LA LICENCE

La Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu peut révoquer la licence, sans avis ni délai, si le titulaire ne respecte pas les conditions d'obtention et de maintien de la licence qui sont prévues au présent règlement.

Dans les 60 jours précédant l'expiration de la licence, le titulaire de celle-ci doit aviser l'autorité compétente ou son représentant, par écrit, de son intention de renouveler ou non sa licence.

À défaut de transmettre l'avis requis, le citoyen est présumé ne pas vouloir renouveler sa licence et doit dès lors de départir de ses poules et démonter son abri à l'expiration de sa licence.

Aucun remboursement pour une cessation en cours d'année ne sera effectué.

25. ANNULATION ET CADUCITÉ DU PERMIS OU DE LA LICENCE

Un permis devient nul et sans effet dans les cas suivants :

- 1° Les travaux ne sont pas commencés et une période de 3 mois s'est écoulée depuis la délivrance du permis;
- 2° Les travaux sont interrompus pendant plus de 6 mois consécutifs;
- 3° Les travaux ne sont pas complétés et 12 mois se sont écoulés depuis la délivrance du permis;
- 4° Le permis a été délivré sur la base d'une déclaration, d'une information, d'un plan ou d'un document faux ou erroné;

- 5° Les travaux ne sont pas réalisés conformément aux dispositions des règlements d'urbanisme ou aux conditions rattachées au permis;
6. Une modification a été apportée aux travaux autorisés ou aux documents approuvés sans l'approbation préalable du Service d'urbanisme;
7. La garde de poules est interrompue pendant plus de 6 mois consécutifs.

Dans les cas prévus aux paragraphes 5° et 6° du premier alinéa, l'annulation du permis est temporaire et dure jusqu'à ce que les travaux soient corrigés ou que les modifications apportées soient approuvées par le Service d'urbanisme. Le paragraphe 2° du premier alinéa s'applique même si les travaux sont interrompus en raison de l'annulation du permis pour les motifs visés aux paragraphes 5° ou 6° du premier alinéa.

La remise en vigueur du permis n'a pas pour effet de prolonger les délais prévus aux paragraphes 1° et 3° du premier alinéa.

CHAPITRE 4 DISPOSITIONS PÉNALES

26. RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

Tout administrateur peut être tenu conjointement et solidairement responsable de toute infraction au présent règlement commise par la personne morale dont il était administrateur à la date de cette infraction.

27. RESPONSABILITÉ DU GARDIEN

Le gardien d'une poule est responsable de toute infraction au présent règlement causée par celle-ci.

28. RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE FONCIER

Tout propriétaire inscrit au rôle d'évaluation foncière peut être déclaré coupable d'une infraction au présent règlement commise sur son terrain ou son immeuble sans qu'il soit nécessaire de démontrer qu'il a conseillé, encouragé, incité, aidé, prescrit, autorisé, participé ou consenti à la commission de l'infraction.

29. AMENDE MINIMALE DE 500 \$

Quiconque contrevient à quelques dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible, en plus des frais :

1° Pour une première infraction, d'une amende de 500 \$ à 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique, et de 500 \$ à 2 000 \$ s'il est une personne morale;

2° Pour toute récidive ayant lieu à l'intérieur d'une période d'un an suivant la date de la première infraction, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$ si le contrevenant est une personne physique, et de 1 000 \$ à 4 000 \$ s'il est une personne morale.

Toute infraction continue à une disposition du présent règlement constitue, jour par jour, une infraction séparée et distincte.

30. OBLIGATION DE SE CONFORMER

Une amende imposée au contrevenant en raison d'une infraction ne le libère pas de se conformer au présent règlement.

31. RECOURS JUDICIAIRES

La délivrance d'un constat d'infraction par l'autorité compétente ne limite en aucune manière le pouvoir du conseil d'exercer, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, tout recours de nature civile ou pénale ou tout autre recours.

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS FINALES

32. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Claude Pothier, maire

Reynald Castonguay, directeur général

Adopté à l'unanimité à la séance du Conseil de la municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu du 22 août 2017

Avis de motion :

6 juin 2017

Présentation du projet de règlement :

11 juillet 2017

Adoption du règlement :

22 août 2017

Entrée en vigueur :

23 août 2017

ANNEXE A

ENGAGEMENT RÉGISSANT LA GARDE DE POULES EN MILIEU RÉSIDENTIEL DE :

Monsieur/Madame _____ (**nom de la personne**) (ci-après appelé le « citoyen »), personne physique résidente de Saint-Roch-de-Richelieu à l'adresse _____ (adresse).

ENVERS :

LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-ROCH-DE-RICHELIEU (ci-après appelée la « Municipalité »), personne morale de droit public légalement constituée, ayant son siège social au 1111, rue du Parc, Saint-Roch-de-Richelieu, Québec, J0L 2M0.

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT le règlement numéro 391-2017 de la Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu concernant la garde de poules en milieu urbain;

CONSIDÉRANT QUE le « citoyen » désire obtenir une licence en vertu dudit règlement;

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur la protection sanitaire des animaux*, ainsi que la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* imposent déjà des obligations et des restrictions d'application générale;

CONSIDÉRANT QUE le « citoyen » est propriétaire de la propriété visée par la garde de poules ou qu'il a obtenu le consentement écrit du propriétaire.

EN CONSÉQUENCE DE CE QUI PRÉCÈDE, LE CITOYEN S'ENGAGE À CE QUI SUIT :

1. Le « citoyen » s'engage à respecter intégralement les normes suivantes exigées par la Municipalité pour la garde de poules en milieu urbain :

Nombre des animaux

Détenir un maximum de six (6) poules par adresse visée par la licence.

Ne pas détenir de coq.

Aménagement et emplacement du poulailler et de l'enclos pour poules

Ne détenir qu'un seul poulailler et enclos pour poules par adresse.

Le poulailler et enclos pour poules sera situé dans une cour arrière.

Le poulailler et enclos pour poules sera aménagé de façon à assurer aux poules un espace à l'ombre en période chaude et un endroit sec et isolé en période froide.

Le poulailler et enclos pour poules sera localisé à une distance minimale de 2 m des limites du terrain et 2 m de l'habitation et ses dépendances.

Aucune poule ne pourra en aucun temps se promener sur le terrain, en dehors du poulailler ou de l'enclos, ni ne pourra communiquer avec un autre bâtiment.

Le poulailler ne pourra excéder une superficie de plancher de 10 m², la superficie de l'enclos ne pourra excéder 10 m² et la hauteur maximale du poulailler ne pourra excéder 2,5 m.

Le poulailler et l'enclos pour poules sera aménagé avec des matériaux esthétiques et compatibles avec l'environnement immédiat.

Entretien et hygiène

Le poulailler et l'enclos seront maintenus dans un bon état de propreté.

Les excréments seront retirés du poulailler et de l'enclos quotidiennement et doivent être éliminés de façon sécuritaire.

Santé et biosécurité

Les poules seront nourries et traitées de façon adéquate.

Les plats de nourriture et d'eau seront changés quotidiennement et conservés dans le poulailler afin de ne pas attirer d'autres animaux, des rongeurs ou la faune ailée.

La nourriture et l'eau doivent être conservées dans le poulailler ou dans l'enclos extérieur de manière à ne pas attirer d'autres animaux.

Les eaux de nettoyage de l'abri ne se déverseront pas sur la propriété voisine.

L'influenza aviaire ou toute autre maladie contagieuse sera déclarée à un vétérinaire ou directement auprès du MAPAQ qui indiquera les mesures à prendre pour éviter une épidémie. Le citoyen s'engage à consulter le feuillet pour reconnaître les signes de grippe aviaire.

L'euthanasie ou l'abattage des poules ne sera pas autorisé sur le terrain résidentiel ou tout autre terrain. L'abattage des poules n'est pas autorisé. L'euthanasie devra se faire chez un vétérinaire.

Une poule morte devra être retirée de la propriété dans les 24 h suivant son décès et ne peut être disposée dans les déchets domestiques.

Les poules ne seront pas gardées à l'intérieur d'une maison et de ses dépendances.

Bon voisinage

Les poules devront être gardées à l'intérieur du poulailler, entre 20 h et 7 h.

Aucune odeur liée à la garde de poules ne doit être perceptible à l'extérieur des limites du terrain où elle s'exerce.

Les poules seront gardées en permanence à l'intérieur de l'enclos, aucune poule « errante » ne sera tolérée.

Vente

Le citoyen s'engage à ne pas faire la vente des oeufs, de viande, de fumier ou autres produits dérivés de cette activité.

2. Le « citoyen » s'engage à détenir une assurance responsabilité civile pendant toute la durée de la garde des poules et il déclare avoir informé son assureur de la garde de poules dans l'enceinte de sa propriété.
3. Le « citoyen » s'engage à assumer l'ensemble des frais liés à la garde de poules sur sa propriété, notamment tous les frais relatifs aux soins, au remplacement des poules, à leur euthanasie ou à leur incinération, le cas échéant.
4. Le présent engagement demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que le citoyen détiendra des poules.

5. Dans les 60 jours précédant l'expiration de la licence, le « citoyen » doit aviser l'autorité compétente par écrit de son intention de renouveler ou non sa licence.
6. Le « citoyen », qui ne souhaite pas renouveler sa licence, ou dont le renouvellement de la licence est refusé par la « Municipalité », ou si l'élevage cesse, s'engage, à ses frais, à conduire ses poules en zone agricole pour en confier la garde au responsable d'une ferme ou d'une entreprise qui accepte de se charger des poules, ou à défaut de trouver une solution, il doit faire abattre ses poules chez un vétérinaire. Le « citoyen » doit également aviser par écrit l'autorité compétente de la cessation de l'activité.
7. Le « citoyen » doit également démanteler le poulailler et l'enclos pour poules et s'assurer de disposer, de façon sécuritaire, des matériaux dans les 30 jours de la fin de la garde des poules.
8. Le citoyen titulaire d'une licence pour la garde de poules dégage la Municipalité et ses représentants de toute responsabilité à l'égard de tout préjudice ou tout dommage éventuel lié à la présence et aux activités de garde de poules sur sa propriété.
9. Le citoyen ne peut céder ou transférer le présent engagement.
10. Le citoyen s'engage à respecter toute autre loi ou règlement applicable à la garde de poules.
11. Le citoyen s'engage à faire parvenir tout avis requis en vertu du présent engagement à l'adresse suivante :

Service d'urbanisme
Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu
1111, rue du Parc
Sorel-Tracy (Québec) J0L 2M0
Téléphone : 450 785-2755, poste 28
Courriel : nbeaulieu@pierredesaurel.com ou stroch@pierredesaurel.com

SIGNATURE DU CITOYEN

Je, _____, reconnais avoir lu, compris et accepté toutes et chacune des dispositions du présent engagement et je m'engage à m'y conformer.

SIGNÉ À SAINT-ROCH-DE-RICHELIEU, ce ____ jour de _____ 20_____

Le Citoyen